



Discours de politique générale : tout ça pour faire comme avant mais en pire ?

En guise de discours de politique générale, Michel Barnier a surtout confirmé le cap de l'austérité, affirmant dès ses premiers mots, qu'il fallait faire avec peu, ne disant rien des questions sociales, ajoutant quelques clins d'œil réactionnaires appuyés. Un cap en totale déconnexion avec les urgences sociales, économiques et environnementales du pays.

Sur le plan budgétaire, Michel Barnier s'est contenté d'annoncer quelques toilettes de la politique de l'offre menée depuis 2017. Il a indiqué vouloir mettre à contribution de manière exceptionnelle les contribuables les plus riches et « *les grandes et très grandes entreprises qui réalisent des profits importants* ». Mais « en même temps », il a presque ajouté que le « *premier remède* » au déficit sera toujours la réduction des dépenses. Révélateur et irresponsable quand on connaît le rôle social de la dépense publique ! La justice fiscale ainsi claironnée sera de très faible ampleur. De nombreuses possibilités de nouvelles recettes fiscales pérennes existent et permettraient un retour de la progressivité de l'impôt en taxant à leur juste hauteur les revenus du capital et les supers héritages, en prenant en compte l'empreinte carbone ou encore en taxant les superprofits des grandes entreprises.

Sur les salaires, pas grand-chose, à part la timide reconnaissance du phénomène de smicardisation et l'avancée de deux mois de la revalorisation du SMIC. Concernant la revalorisation des rémunérations des agent·es publics : silence assourdissant ! Pas un mot concernant la valeur du point d'indice ou l'amélioration des carrières. Dès lors, les discours sur la proximité des services publics et sur la « *politique de l'évaluation* » révèlent le retour d'idées bien connues comme l'accroissement de la pression mise sur les personnels qui ont pourtant fait la preuve de leur nocivité pour les services publics et les agents. Michel Barnier s'est même lancé dans le grand concours des idées absurdes, comme par exemple, le recours à des enseignant·es retraité·es pour assurer les remplacements ou le tutorat des jeunes enseignants.

Concernant les retraites, la seule perspective d'une « *correction* » à la marge de la réforme de 2023 ne répond en rien à l'aspiration exprimée par le long mouvement social soutenu par la majorité du pays d'une abrogation de la loi reculant de deux années l'âge de départ.

La FSU s'inquiète d'expressions réactionnaires comme celle de « *l'excuse de minorité* » pour parler du sujet des mineurs justiciables, d'affirmations non avérées comme « *la montée continue de la violence des mineurs* », de la poursuite sans fin de la construction de places de prisons ou encore d'un énième tour de vis à venir sur la politique migratoire.

La FSU a cependant noté que, face aux multiples réactions, Michel Barnier a pris ses distances par rapport aux déclarations de son ministre de l'intérieur sur l'État de droit et a réaffirmé ne pas revenir sur les avancées majeures comme le droit à l'IVG, le mariage pour tous ou la PMA. La vigilance reste toutefois de mise sur ses sujets.

La FSU a aussi noté positivement que le projet de loi sur le dégel du corps électoral en Kanaky-Nouvelle Calédonie ne serait pas soumis au Parlement.

Mais dans l'ensemble, le Premier Ministre a livré un long discours peu engageant finalement, comme s'il fallait camoufler le renforcement de l'austérité et la poursuite des politiques néolibérales sous la menace permanente d'une extrême droite en voie de banalisation.

La FSU poursuivra son travail d'information et de mobilisation pour un budget orienté vers la justice sociale et les urgences sociales, économiques et environnementales du pays.

Bagnolet, le 1^{er} octobre 2024